RIVAROL

"Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir"

Rivarol n°3080 du 8/2/2013

Le Vatican défend les "droits des gays"

Comme d'habitude quand il s'agit de questions dites sociétales le législateur avance masqué. Aujourd'hui François Hollande se dit opposé à la gestation pour autrui (GPA) mais hélas nous y viendrons. D'ailleurs, après moult tergiversations, le Premier ministre a confirmé que le Parlement débattrait avant la fin de l'année de la procréation médicalement assistée (PMA), évident premier pas vers la GPA. Il s'agit comme d'ordinaire d'utiliser un double discours voire de mentir ouvertement pour mieux désarmer et diviser les résistances et ainsi faire aboutir un projet révolutionnant le droit de la famille et l'état civil puisque dans le projet gouvernemental il est prévu que les enfants auront désormais le nom des deux géniteurs.

Au moment où le Parlement français vote en faveur du mariage homosexuel, comme vient de le faire le Parlement britannique pourtant dominé par de prétendus conservateurs, le Vatican se prononce en faveur des « droits des gays ». Président du « Conseil pontifical pour la famille », l'archevêque Vincenzo Paglia a reconnu qu'il existe « toutes sortes d'unions familiales » et qu' « il y a des droits individuels à garantir. Il faut chercher des solutions dans le droit privé et dans le domaine patrimonial. Je pense que la politique doit, sereinement, s'en occuper ». Le « ministre de la Famille » de Benoît XVI lance ouvertement un appel au monde politique en vue d'une solution légiférée : « Certains ne veulent rien changer. Moi, je pense qu'il faut trouver de nouvelles voies pour arriver à une solution », a souligné Mgr Paglia, avant de condamner la discrimination des homosexuels dans le monde : « Je veux réaffirmer la dignité de tous les fils de Dieu. Une dignité intouchable. Tous les hommes sont égaux parce qu'ils ont le signe de Dieu. Dans une vingtaine de pays, l'homosexualité est un délit. Je souhaite que nous nous battions contre ça. » Franco Grillini, chef historique des gays italiens se réjouit évidemment de cette déclaration : « c'est la première fois qu'un prélat reconnaît les droits des couples gays et que les homosexuels sont persécutés dans le monde ».

Selon les vaticanistes, ces déclarations de Mgr Paglia s'inscrivent dans le cadre d'une vaste réflexion de Benoît XVI sur tous les thèmes touchant la famille, y compris celui de l'eucharistie pour les divorcés remariés. « Le pape veut résoudre la question grâce à la possibilité de reconnaître l'annulation d'un mariage par manque de foi, a affirmé le président du "Conseil pontifical pour la famille". Les procédures peuvent être abrégées. Le synode des évêques a longuement abordé ce thème. Il faut trouver une solution, rapidement. » Déjà, en septembre dernier, la « conférence des évêques de France », par sa commission « Famille et société », avait publié une note sur l'homosexualité disant ceci : « La société, tout comme l'Église dans le domaine qui lui est propre, entend cette demande de la part des personnes homosexuelles et peut chercher une réponse. Tout en affirmant l'importance de l'altérité sexuelle et le fait que les partenaires homosexuels se différencient des couples hétérosexuels par l'impossibilité de procréer naturellement, nous pouvons estimer le désir d'un engagement à la fidélité d'une affection, d'un attachement sincère, du souci de l'autre et d'une solidarité qui dépasse la réduction de la relation homosexuelle à un simple engagement érotique. » Nous sommes là à des années lumières de ce que disent tant la Bible que le catéchisme sur l'homosexualité. Rappelons seulement que le Catéchisme de saint Pie X définit « le péché impur contre l'ordre de la nature » comme

l'un des quatre « péchés qui crient vengeance devant Dieu » avec l'homicide volontaire, l'oppression des pauvres et le refus de salaire aux ouvriers.

Ces déclarations ahurissantes des prélats modernistes ne sont pas sans précédent. Dans un livre d'entretiens paru fin 2010 "Lumière du monde", Josef Ratzinger avait pris l'exemple d'un prostitué masculin pour justifier l'usage du préservatif. « Il peut y avoir des cas individuels, comme quand un homme prostitué utilise un préservatif, où cela peut être un premier pas vers une moralisation (sic !), un début de responsabilité permettant de prendre à nouveau conscience que tout n'est pas permis et que l'on ne peut pas faire tout ce que l'on veut ». On le voit, il est totalement vain de compter sur les occupants du Vatican pour défendre sans concession la morale naturelle et s'opposer sincèrement et avec vigueur aux projets de loi mortifères qui se multiplient actuellement dans les pays occidentaux autrefois chrétiens. Beaucoup, même parmi les traditionalistes, croient souvent qu'au moins sur les questions de morale l'on peut se fier aux dirigeants de l'église Conciliaire. C'est une mortelle illusion. Lorsque, en 1997, le docteur Dor avait demandé l'asile politique au Vatican car il avait été condamné à de la prison ferme pour s'être opposé à l'avortement en récitant le chapelet à proximité des avortoirs, la nonciature à Paris l'avait traité ignominieusement ainsi qu'il l'avait lui-même raconté. Et les prélats modernistes ont toujours été tout sourire avec des dirigeants politiques défendant le droit à l'avortement, leur distribuant même la communion à l'occasion. De même le cardinal Vingt-Trois qui a récemment rencontré François Hollande sur la question du mariage homosexuel était hilare à la sortie ! Rappelons également que l'épiscopat moderniste avait approuvé le mouvement de mai 1968 qui voulait en finir avec la morale bourgeoise, qu'il a approuvé la parité en 2000 et qu'il est à tout le moins resté d'une grande tiédeur au moment du vote des lois Neuwirth (1967) et Veil (1975).

On ne le répètera jamais assez, depuis la mort de Pie XII et le funeste conciliabule Vatican II, nous vivons l'époque de la Grande Apostasie de sorte que l'on ne saurait faire confiance à aucune structure, à aucun chef. Les intrus du Vatican travaillent main dans la main avec les cénacles mondialistes dont ils font partie. D'ailleurs, dans son encyclique "Caritas in veritate" publiée le 7 juillet 2009, Benoît XVI qui a reçu plusieurs fois les B'nai B'rith se prononçait explicitement en faveur d'un gouvernement mondial. « Il est urgent que soit mise en place une véritable Autorité politique mondiale (...) Cette Autorité devra en outre être reconnue par tous, jouir d'un pouvoir effectif (...) Elle devra évidemment posséder la faculté de faire respecter ses décisions » (paragraphe 57). Et le successeur de Jean Paul II d'insister dans le même document : « Le développement intégral des peuples et la collaboration internationale exigent que soit institué un degré supérieur d'organisation à l'échelle internationale de type subsidiaire pour la gouvernance de la mondialisation. » Nous sommes trahis et abandonnés de tous les côtés. Mais aussi douloureuse et effrayante que soit la réalité, il faut avoir le courage de la regarder en face et d'en tirer toutes les conséquences car comme l'écrivait Bossuet « il n'est pire dérèglement de l'esprit que de voir la réalité non telle qu'elle est mais telle qu'on voudrait qu'elle soit ». À l'évidence un monde qui accepte que l'on massacre en masse des bébés dans le ventre de leur mère et qui s'apprête à donner le plus légalement du monde des enfants en pâture à des "couples" d'invertis ne mérite pas de durer.

Jérôme BOURBON.

RIVAROL
Hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne
82 Bd Masséna 75013 PARIS. Directeur : Fabrice Jérôme Bourbon
CCP Éditions des tuileries : 4532.19K
Tél. : 01-53-34-97-97 Fax : 01-53-34-97-98
contact@rivarol.com